



De la maternelle à l'université, NON aux réformes Blanquer, OUI à une autre école !

Le ministre Blanquer poursuit sa politique éducative rétrograde et libérale. Il passe en force, très autoritairement, sans s'embarrasser ni des avis des enseignants, ni des avis des parents !

Dans le premier degré : retrait du projet de loi BLANQUER !

Une réforme dangereuse pour l'École publique

Le projet de loi de Blanquer, dit de « l'école de la confiance » prévoit :

- Le regroupement des écoles d'un secteur de collège sous l'autorité du chef d'établissement, avec un adjoint en charge du 1er degré. Cela se traduira par la disparition des postes de direction, la fin de l'autonomie pédagogique des équipes et une rupture du lien école/famille/mairie ;
- L'obligation pour les mairies de financer les écoles maternelles privées sous contrat ;
- Des missions d'instruction obligatoire déléguées pour 2 ans aux jardins d'enfants privés ;
- Des Assistants d'éducation en 2ème année de Licence mis en responsabilité de classe sans formation et la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution mettant en cause leur liberté pédagogique.

Dans le second degré :

Réforme du lycée et du baccalauréat : c'est toujours non !

- Un lycée de plus en plus sélectif avec un bac omniprésent sur deux ans ; un bac local par le contrôle continu qui brise l'égalité des élèves, par l'anonymat, devant l'examen ;
- Parcoursup : des centaines de milliers de jeunes orientés sur des parcours universitaires par défaut ou non choisis et des dizaines de milliers qui restent sur le carreau.

Réforme de l'enseignement professionnel :

- diminution importante des enseignements disciplinaires pour les élèves.
- vision strictement utilitariste des LP : former des jeunes de suite exploitables sur le marché du travail.

Des suppressions de postes dès la prochaine rentrée !

Les décisions budgétaires pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions d'enseignement et d'accès à la formation. Le projet de réforme de la Fonction Publique conduira à des milliers de suppressions de postes (entre 20 000 et 25 000 dans l'E.N.) et à un large recours à la contractualisation. FORCE OUVRIERE s'oppose à ce développement de la précarité. L'École a au contraire besoin de personnels formés et sécurisés pour enseigner et accompagner chaque élève.

NON à l'autoritarisme ! OUI au paritarisme !

En vidant les instances paritaires de la quasi-totalité de leurs compétences, le gouvernement réinvente le recours à l'autoritarisme hiérarchique et la mise au pas des fonctionnaires. En parallèle, le projet de loi Blanquer veut limiter la liberté d'expression des enseignants ! C'est ça l'école de la confiance selon le ministre !

Samedi 30 mars 2019

Parents et enseignants, tous dans la rue !

10h00 : rassemblements marchés de Dax et de Mont de Marsan

MANIFESTATION REGIONALE A BORDEAUX

14h00, Place de la République